Communiqué

15 novembre 2026

Transfert de l'École européenne :
Ne laissons pas les élèves, les familles et les enseignants dans l'incertitude !

En 2019, dans le contexte du Brexit, **il avait été décidé d'implanter à Courbevoie une École européenne réunissant sur un site unique les élèves de la maternelle au lycée**. Dans l'attente de la réalisation du projet « Seine Europe », les classes du premier degré ont été accueillies sur le site du VAL Caron tandis que les classes du secondaire étaient installées au lycée Lucie Aubrac.

Sept ans plus tard, le projet initial n'a pas abouti. En juin 2026, les instances européennes exigeant le respect du site unique, **l'Etat a acté dans la précipitation le transfert à marche forcée de l'École européenne à Paris, à partir de la rentrée 2027**. Cette annonce brutale a soulevé de nombreuses interrogations et préoccupations. Les familles, les élèves et les équipes éducatives ignoraient les conditions concrètes de ce transfert : localisation des futurs établissements, organisation des enseignements ou conséquences sur les temps de transport et l'organisation familiale.

Pour de nombreuses familles et personnels installés à Courbevoie et dans les communes voisines, cette situation continue à être source de grande incertitude. La continuité pédagogique, qui devrait constituer la priorité absolue de tous les acteurs concernés, ne peut être reléguée au second plan.

En octobre dernier, le rectorat a annoncé avoir choisi l'école Robert-Estienne et le collège Jean-Baptiste Poquelin, situés respectivement dans les 8e et 1er arrondissements. Une nouvelle fracassante qui ne réjouit pas les familles et le corps enseignant de ces établissements, notamment le collège Jean-Baptiste Poquelin qui devra céder ses locaux. Ce vendredi 13 novembre, nous avons appris que **le maire de Paris Emmanuel Grégoire avait fait part de son opposition au projet actuel lors d'une réunion avec les parents d'élèves.**

Cette situation révèle également l'échec du projet initial qui, faute d'une coordination efficace entre l'État, les collectivités concernées et la municipalité, n'a pas pu être mené à son terme. Elle est d'autant plus dramatique que du côté de Courbevoie, le VAL Caron et l'école André Malraux du quartier Gambetta ont été fermés pour ce projet.

Face à cette situation, la Ville de Courbevoie doit prendre toutes ses responsabilités. En voulant absolument accueillir l'École européenne face aux communes voisines, la majorité municipale du mandat 2014-2020 s'est **imprudemment engagée** à regrouper l'ensemble des classes de la maternelle au lycée sur un site unique, malgré les contraintes dues à la forte densité de Courbevoie. Une promesse **trop précipitée** qui n'a pu être tenue, provoquant la situation actuelle. Il est ainsi du devoir notamment de M. Jacques Kossowski, maire de Courbevoie, d'apporter **des solutions concrètes aux familles et au corps enseignant face à cette impasse**.

Nous demandons **aux différents acteurs** :

- la tenue rapide d'une réunion associant l'État, la Région, le Département, la Ville de Courbevoie et les représentants de la communauté éducative afin de trouver une **solution pérenne** garantissant la continuité éducative ;
- une **information transparente** et régulière ainsi qu'un accompagnement des familles, des élèves et des personnels sur les modalités du transfert dans des délais raisonnables ;
- l'ouverture d'une **réflexion globale sur l'organisation scolaire et périscolaire à Courbevoie** pour des structures à taille humaine qui maillent intelligemment les différents quartiers de la Ville.

L'enjeu aujourd'hui est de **garantir aux élèves, aux familles et aux enseignants la stabilité et la visibilité auxquelles ils ont droit**, tout en tirant les enseignements d'un projet qui n'a pas tenu ses promesses.

L'Alternative Citoyenne Courbevoie - *Contact* : *acitoyenne.courbevoie@gmail.com*